

**2010 OSCE Summit in Astana
1 – 2 December 2010**

Original: FRENCH

**Statement by H.E. Ms. Micheline Calmy-Rey, Vice President of the Federal Council
and Head of the Federal Department of Foreign Affairs, Switzerland**

Monsieur le Président,

L'OSCE reste à ce jour la seule organisation de sécurité dans notre région capable de réunir autour d'une même table tous les Etats, petits ou grands, qu'ils soient membres ou non d'une alliance. Son concept de sécurité multidimensionnelle est aujourd'hui plus actuel que jamais. La Suisse a contribué dès le début au processus de la CSCE, et elle reste attachée à cette Organisation, qui garde à nos yeux une utilité incontestable pour la sécurité de notre continent.

La Suisse porte un grand intérêt aux questions de sécurité en Europe. Notre neutralité n'entrave pas notre capacité d'engagement, bien au contraire : N'étant membre d'aucune alliance, nous sommes à même de contribuer à la résolution pacifique de différends, en Europe et au-delà. Nous affirmons que les relations entre Etats doivent être régies par le droit, et non par la force. Et si nous plaçons toujours la sécurité humaine au centre de nos préoccupations, nous sommes convaincus que les questions politico-militaires continuent à jouer un rôle essentiel dans la sécurité de notre continent.

La maîtrise des armements et le désarmement font partie intégrante de notre politique de sécurité sur le plan international. La Suisse défend une politique pragmatique. Elle vise un niveau d'armement national et international le plus bas possible. Les activités militaires doivent devenir encore plus transparentes et plus prévisibles. La coopération internationale en matière de sécurité doit être intensifiée, et la confiance mutuelle renforcée.

Tout régime de maîtrise des armements doit être non discriminatoire, vérifiable, et si possible juridiquement contraignant.

A cet égard, la Suisse se réjouit de la perspective d'une négociation d'un nouvel instrument relatif aux forces conventionnelles en Europe. Mon pays est prêt à participer à de telles négociations au sein de l'OSCE, qui constitue une plateforme idéale dotée de l'expérience et de l'expertise nécessaires. Un tel traité renforcerait la sécurité européenne.

Avec le Document de Vienne, nous disposons depuis vingt ans d'un instrument unique de promotion de confiance et de sécurité. Ce document a besoin d'être actualisé, et ainsi contribuera à notre sécurité commune.

Ce Sommet vient à un moment opportun. Les Etats reconnaissent aujourd'hui plus que jamais le besoin de solutions multilatérales. La Russie a lancé un débat sur l'architecture de sécurité européenne. L'OTAN vient d'adopter son nouveau concept de sécurité. De part et d'autre, on peut voir une volonté renouvelée d'aborder ensemble ces questions. La Suisse salue la volonté commune des pays membres de l'OTAN et de la Russie de rénover leur relation et de renforcer leur coopération.

Si nous voyons donc des développements et des perspectives réjouissants, nous constatons également que notre bilan en termes de prévention et de gestion des conflits est mitigé.

Des crises et des conflits ne sont à ce jour pas résolus et restent un souci constant pour nous tous, dont le plus récent dans le Caucase, avec des conséquences très négatives pour cette région, fortement touchée par l'instabilité politique et les problèmes humains qui en résultent. Or l'OSCE dispose d'un potentiel aujourd'hui largement inutilisé.

Je vois plusieurs raisons à cela : Premièrement, l'importance du respect des droits humains, de l'état de droit et de la démocratie pour la stabilité à long terme de notre continent ne semble plus être reconnue par tous. Deuxièmement, nous constatons que la disposition à faire des compromis a diminué. Et troisièmement, les mécanismes existants ne permettent pas à l'OSCE de faire face aux défis actuels, à cause du manque de confiance entre les membres de l'organisation.

Monsieur le président,

Ce Sommet nous offre une précieuse occasion de surmonter l'impasse de ces dernières années. Le processus de Corfou a fait surgir de nombreuses idées nouvelles. Mettons-les en pratique. Nous avons besoin d'un plan d'action, assorti d'un mandat de négociation concret avec des objectifs et des échéances clairs. Surtout, nous devons renforcer les capacités opérationnelles de l'OSCE dans sa mission première: la prévention et le règlement des conflits.

Je suis convaincue que nos intérêts communs en matière de sécurité auront raison des divergences qui subsistent encore entre nous. Commençons donc par les domaines dans lesquels nous avons de bonnes chances d'arriver rapidement à un consensus. J'ai mentionné le renforcement du contrôle des armements conventionnels et des mesures de confiance et de sécurité. Il en va de même pour la lutte contre les menaces transnationales. Ceci dit, il est indispensable que nous réaffirmions tous nos engagements, y compris celui de respecter les principes fondamentaux en matière de droits humains, d'état de droit et de démocratie.

Pour conclure, je voudrais remercier le Kazakhstan de la générosité avec laquelle il s'est fait l'hôte de notre rencontre. Le choix d'Astana souligne l'importance accrue de l'Asie centrale aux yeux de l'OSCE. Nous nous réjouissons de voir le Kazakhstan continuer à jouer un rôle important à l'OSCE.

Je vous remercie.